

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
13 janvier 2004  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 2 janvier 2004, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste**

Me référant à ma lettre du 12 septembre 2002 (S/2002/1006), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport complémentaire présenté par les Maldives en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe). Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité  
créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste  
(*Signé*) Inocencio F. **Arias**



**Annexe**

**Note verbale du 26 décembre 2003, adressée au Président  
du Comité contre le terrorisme par la Mission permanente  
des Maldives auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le Représentant permanent de la République des Maldives auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Comité contre le terrorisme et, comme suite à la note de la Mission permanente de son pays en date du 20 janvier 2003, a l'honneur de lui faire tenir ci-joint le deuxième rapport présenté par la République des Maldives en application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité (voir pièce jointe).

**Pièce jointe\***

**Deuxième rapport présenté par la République des Maldives  
conformément à la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité**

---

\* Les annexes sont conservées au Secrétariat où elles peuvent être consultées.

## **Rapport complémentaire présenté par les Maldives en application de la résolution 1373 (2001)**

C'est en avril 2002 que les Maldives ont présenté leur premier rapport conformément au paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité. Le présent rapport tente de répondre aux demandes d'éclaircissement spécifiques formulées par le Comité contre le terrorisme dans sa communication datée du 30 août 2002 (S/AC.40/2002/MS/OC/144). Les détails fournis ci-après sont des réponses aux questions soulevées dans la communication susmentionnée. Ayant elles-mêmes connu la terreur et souffert les conséquences tragiques d'une attaque terroriste en 1988, les Maldives ont apporté un soutien sans faille à toutes les mesures internationales visant à éliminer le terrorisme. Depuis lors, elles ont réitéré chaque année devant l'Assemblée générale la nécessité de coopérer sur le plan international en vue de combattre et d'éliminer le terrorisme. À la suite des événements tragiques du 11 septembre, le Gouvernement des Maldives a condamné énergiquement les attentats terroristes dont avaient été victimes les États-Unis d'Amérique, a proclamé sa solidarité avec le peuple américain et s'est déclaré prêt à coopérer pleinement avec la communauté internationale pour lutter contre le terrorisme.

On trouvera ci-après les réponses aux questions précises qui découlent des paragraphes du dispositif de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité. Des traductions non officielles des lois maldiviennes auxquelles ces réponses renvoient sont jointes au présent rapport.

### *Paragraphe I, alinéa a)*

**Quelles mesures, le cas échéant, ont été prises pour empêcher et supprimer le financement des actes terroristes en plus de celles énumérées dans vos réponses aux questions sur les alinéas 1 b) à d)?**

La loi sur la prévention du terrorisme aux Maldives (loi No 10/90) donne une définition des infractions terroristes et des actes de terrorisme. L'article 3 de cette loi traite de la fourniture de fonds, de matériel ou de toute autre forme d'assistance aux fins de la planification et de l'exécution de l'une quelconque des activités visées par ladite loi. Outre cette loi, la loi No 17/77 sur les stupéfiants et les substances psychotropes et la loi 2/2000 sur la prévention et l'interdiction de la corruption s'inscrivent dans le cadre du dispositif législatif visant à lutter contre le financement d'actes de terrorisme et contre le blanchiment d'argent. En particulier, l'article 6 de la loi No 17/77 interdit la réception, la conservation et l'utilisation de marchandises ou de fonds qui sont, ou dont on a de bonnes raisons de penser qu'ils sont, le produit de l'un quelconque des actes prohibés en vertu de ladite loi. Les dispositions contenues dans le même article interdisent le blanchiment de fonds qui seraient le produit de l'une quelconque des infractions visées par cette loi.

### *Paragraphe I, alinéa b)*

**Quelles sont les activités énumérées dans cet alinéa qui constituent des infractions dans votre pays et quelles sont les peines applicables?**

L'article 2 de la loi No 10/90 définit les actes de terrorisme qui incluent notamment le fait de causer et de tenter de causer la mort, et le fait d'infliger ou de tenter d'infliger des blessures, le fait de susciter la peur chez une personne et au sein de la population, le rapt, la prise d'otages, les détournements et tentatives de

détournement; l'importation, la fabrication, la possession, l'utilisation ou la tentative d'utilisation, la vente ou la distribution d'armes à feu, de munitions ou de tout type de bombes ou d'explosifs sans le consentement exprès du Gouvernement; le commerce d'armes et d'articles connexes; les incendies volontaires ou le fait d'endommager un bien.

À l'article 3 de la loi susmentionnée, la fourniture de fonds ou de toute autre forme d'aide à la commission ou à la planification de l'une quelconque des activités visées par ladite loi sont qualifiées d'actes de terrorisme.

La loi sur le terrorisme (loi No 10/90) impose les peines suivantes à l'encontre des auteurs d'actes de terrorisme qui sont traduits en justice.

1. Est passible de la peine capitale, de la réclusion criminelle à perpétuité ou du bannissement à vie quiconque est reconnu coupable des actes de terrorisme ayant entraîné la mort, d'avoir aidé à la commission de ces actes ou de les avoir encouragés.
2. Est passible d'une peine d'emprisonnement ou d'un bannissement d'une durée de 10 à 15 ans quiconque est reconnu coupable d'avoir commis des actes de terrorisme n'ayant pas entraîné la mort, d'avoir aidé à la commission de ces actes ou de les avoir encouragés.
3. Est passible d'une peine d'emprisonnement ou d'un bannissement d'une durée de 5 à 10 ans quiconque omet de révéler des informations touchant un acte de terrorisme quel qu'il soit.

Les Maldives considèrent les actes de terrorisme comme des infractions graves, ainsi qu'en témoigne la lourdeur des peines prévues par la législation maldivienne à l'encontre des auteurs de ces actes.

*Paragraphe 1, alinéa c)*

**Quelles dispositions législatives ou procédures existent dans votre pays pour le gel des comptes et avoirs détenus dans les banques et institutions financières?**

L'Autorité monétaire des Maldives, en tant qu'organe chargé de réglementer les activités du secteur financier, en vertu de la loi de 1981 la concernant, veille au respect des lois et réglementations en vigueur aux Maldives par les institutions financières. Elle émet des directives à l'intention des banques concernant l'obligation qu'ont ces dernières de connaître leurs clients. Elle émet également des ordres de gel sur la base de la liste établie en vertu de la résolution 1373 (2001). Ces ordres de gel et autres directives ont force obligatoire pour toutes les banques commerciales et autres établissements financiers des Maldives. À ce jour, aucun cas de transaction financière douteuse effectué par le biais du système bancaire maldivien n'a été signalé.

*Paragraphe 1, alinéa d)*

**Quelles sont les mesures mises en place pour interdire les activités énumérées dans cet alinéa?**

Les Maldives n'ont pas de législation régissant les réseaux bancaires informels. Il n'existe pas de conditions qui se prêtent à la *hawala*. Le pays compte près de 25 000 expatriés qui utilisent les réseaux bancaires habituels pour transférer des fonds. L'Autorité monétaire maldivienne [Maldives Monetary Authority

(MMA)] surveille les transferts de fonds importants, en demandant aux banques de lui signaler par écrit ces mouvements de fonds.

En tant qu'autorité chargée de réglementer les activités du secteur financier, en vertu de la loi de 1981 sur l'Autorité monétaire maldivienne, la MMA oblige les banques à lui signaler quotidiennement tous les mouvements inhabituels de fonds opérés par l'intermédiaire du système bancaire. Cette exigence s'inscrit dans le cadre des activités de surveillance qui ont fait suite aux événements du 11 septembre 2001.

Les lois et réglementations qui aident à assurer la supervision du secteur financier sont la loi de 1981 sur l'Autorité monétaire maldivienne, la réglementation applicable aux banques et institutions financières, la réglementation applicable aux sociétés de crédit-bail et aux transactions de crédit-bail, et les circulaires et directives publiées par l'Autorité monétaire maldivienne à l'intention des banques commerciales et autres institutions financières. Ces textes autorisent la MMA à accéder sans entrave aux dossiers des institutions financières, à enquêter sur les transactions inhabituelles et à prendre des mesures pour lutter contre les activités financières suspectes.

*Paragraphe 2, alinéa a)*

**Quelles mesures législatives ou autres avez-vous mises en place pour donner effet à cet alinéa? En particulier, quelles sont les sanctions pénales prévues dans votre pays pour réprimer le recrutement de membres de groupes terroristes et l'approvisionnement en armes des terroristes?**

La loi sur la prévention du terrorisme aux Maldives (loi No 10/90) est le cadre législatif qui régit les actes de terrorisme. Le recrutement pour le compte de groupes terroristes sera traité dans la partie du présent document consacrée à cette loi.

La loi No 4/75, qui régit l'importation, la production et la manipulation d'armes, de munitions et d'explosifs, a pour but d'empêcher que des armes et munitions ne soient expédiées à des destinataires non agréés. Le Ministère de la défense et de la sécurité nationale est l'instance chargée de faire appliquer cette loi. Cette dernière interdit à quiconque de se procurer des armes à feu, de posséder des fusils ou d'importer des armes aux Maldives sans l'autorisation du Ministère de la défense et de la sécurité nationale.

*Paragraphe 2, alinéa b)*

**Quelles autres mesures prenez-vous pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis et, en particulier, quels mécanismes d'alerte rapide avez-vous mis en place pour pouvoir échanger des renseignements avec d'autres États?**

Le Service national de sécurité alerte rapidement le Bureau de surveillance des infractions terroristes (STOMD) de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) qui se trouve à Colombo et qui a pour tâche de rassembler, d'analyser et de diffuser des informations relatives aux incidents, tactiques, stratégies et méthodes terroristes, dans le but d'empêcher les mouvements de terroristes ou de groupes terroristes par le biais de contrôles effectifs aux frontières. Le Service national de sécurité travaille en liaison avec Interpol avec lequel il partage des renseignements sur les mouvements de terroristes et d'autres personnes se livrant à des activités criminelles.

En outre, le Département de l'immigration et de l'émigration surveille de très près les entrées et sorties de personnes aux frontières pour empêcher ceux dont les noms figurent sur les listes de personnes recherchées de se rendre aux Maldives ou d'y transiter.

Les nouvelles procédures douanières permettent de surveiller les mouvements de marchandises afin d'intercepter les envois illégaux ou ceux qui pourraient être destinés à des groupes terroristes.

*Paragraphe 2, alinéa c)*

**Existe-t-il des lois ou des procédures interdisant de donner asile aux terroristes – par exemple des lois visant à exclure ou à expulser les types de personnes visés à cet alinéa?**

Les Maldives se fondent sur les renseignements que lui communiquent Interpol et d'autres organismes de police pour interdire aux personnes officiellement recherchées ou soupçonnées de terrorisme l'entrée sur le territoire maldivien. Ce cas de figure ne s'est jusqu'ici jamais présenté.

*Paragraphe 2, alinéa d)*

**Existe-t-il des lois ou des procédures empêchant que des terroristes n'utilisent votre territoire pour commettre des actes de terrorisme contre d'autres États ou contre les citoyens de ces États?**

La loi de 1981 sur l'Autorité monétaire maldivienne, le fait que les détournements et tentatives de détournement soient érigés en infractions et qualifiés d'actes de terrorisme, en vertu de l'alinéa a) de l'article 2 de la loi No 10/90, et le fait qu'en vertu de l'alinéa c) de ce même article, il faille l'autorisation expresse du Gouvernement pour importer, fabriquer, détenir, vendre ou distribuer des armes à feu, des munitions ou tout type de bombe ou d'explosif empêchent ceux qui financent, planifient, facilitent ou commettent des actes de terrorisme de se servir des Maldives comme base arrière pour attaquer d'autres États et/ou leurs citoyens. L'incrimination de l'utilisation de fonds et/ou de matériel, ou de toute autre forme d'aide à la commission ou à la planification d'actes de terrorisme, en vertu de l'article 3 de la loi susmentionnée, de même que l'annulation de l'enregistrement ou de la licence de toute société ou instance connexe enregistrée aux Maldives qui aurait été reconnue coupable d'avoir contribué à la commission de tels actes (l'article 4 de la loi) sont des dispositifs qui aident à prévenir les actes de terrorisme perpétrés à partir du territoire maldivien.

*Paragraphe 2, alinéa e)*

**Quelles mesures avez-vous prises pour que les actes de terrorisme soient érigés en infractions graves et pour que la peine infligée soit à la mesure de la gravité de ces actes?**

La loi sur la prévention du terrorisme aux Maldives érige en infractions les actes de terrorisme comme le fait de causer ou de tenter de causer la mort d'autrui, le fait d'infliger ou de tenter d'infliger des blessures à autrui, le fait de semer la terreur au sein de la population, le rapt, la prise d'otages, les détournements et tentatives de détournement; l'importation, la fabrication, la possession, l'utilisation, la tentative d'utilisation, la vente ou la distribution d'armes à feu, de munitions ou

de tout type de bombe ou d'explosif sans l'autorisation expresse du Gouvernement, les incendies volontaires ou le fait d'endommager un bien.

Quiconque commet des actes de terrorisme entraînant mort d'homme, ou participe à la commission ou à la planification d'actes de cette nature aux Maldives, est passible de la peine capitale, de la réclusion criminelle à perpétuité ou de bannissement à vie. Ceux qui facilitent et encouragent la commission de l'infraction ou dissimulent toute information la concernant sont passibles d'une peine d'emprisonnement ou d'un bannissement dont la durée ne peut être inférieure à 10 ans et supérieure à 15 ans (art. 6 a) de la loi susmentionnée). Quiconque commet un acte de terrorisme n'entraînant pas mort d'homme, ou participe à la commission ou à la planification d'actes de cette nature aux Maldives, est passible d'une peine d'emprisonnement ou de bannissement d'au minimum 10 ans et d'au maximum 15 ans. Ceux qui facilitent et encouragent la commission de l'infraction ou dissimulent toute information la concernant sont passibles d'une peine d'emprisonnement ou d'un bannissement d'une durée minimale de trois ans et maximale de sept ans (art. 6 b) de la loi susmentionnée). L'article 6 c) de la loi dont il est fait mention plus haut stipule que le tribunal peut, à sa discrétion, assortir une partie de la peine d'emprisonnement d'une condamnation aux travaux forcés.

*Paragraphe 2, alinéa f)*

**Quelles procédures et mécanismes avez-vous mis en place pour aider les autres États?**

Les Maldives fournissent des renseignements au Bureau de surveillance des infractions terroristes (STOMD) de l'ASACR afin d'aider les autres États membres à mener des enquêtes pénales ou à engager des poursuites au pénal dans le cadre d'affaires en rapport avec le financement d'actes de terrorisme ou avec la fourniture d'un appui à de tels actes. En outre, l'échange de renseignements se fait, sur une base bilatérale, avec les pays amis, et par l'intermédiaire d'Interpol, avec les autres pays.

*Paragraphe 2, alinéa g)*

**Comment les contrôles aux frontières de votre pays empêchent-ils les mouvements de terroristes? Quelles procédures appliquez-vous à cette fin pour la délivrance de documents d'identité et de documents de voyage? Quelles mesures avez-vous prises pour en empêcher la contrefaçon, etc.?**

Le Service de la sécurité nationale et les autres services de répression comme le Service des douanes, le Département de l'immigration et de l'émigration et le Service de sécurité des aéroports oeuvrent de concert en vue d'empêcher les terroristes d'entrer aux Maldives. Les autorités agissent sur la base des renseignements fournis par Interpol et par les services de police d'États tiers. Les procédures de contrôle des passagers, des bagages et des cargaisons qui ont été mises en place dans les ports et aéroports ont été améliorées. Après l'attentat du 11 septembre, les contrôles douaniers ont été renforcés. Le Département de l'immigration et de l'émigration a pris des mesures pour surveiller de plus près les entrées et sorties de voyageurs en vue d'empêcher ceux dont les noms figurent sur les listes de personnes recherchées de pénétrer sur le territoire maldivien ou d'y transiter. Le Service de la sécurité nationale, qui est la principale instance chargée de faire appliquer la loi, a redoublé de vigilance dans les aéroports et les ports et

amélioré sa coordination avec les autorités douanières et les services de l'immigration.

Aux Maldives, les documents de voyage sont délivrés sur présentation d'une copie de la carte d'identité nationale et de l'extrait d'acte de naissance. Le demandeur est tenu de se présenter en personne au Département de l'immigration et de l'émigration pour y recevoir le document demandé. Ceux qui, pour des raisons de santé, sont incapables de se déplacer pour effectuer une telle démarche sont tenus d'adresser au Département une demande écrite précisant l'identité de la personne qui recueillera le document en leur nom. Quiconque vient récupérer un document émis au nom d'une tierce personne est tenu de présenter sa carte d'identité nationale accompagnée d'une lettre d'autorisation. Ceux qui déclarent la perte d'un document de voyage et demandent qu'on leur en délivre un nouveau doivent obligatoirement présenter une déclaration de perte visée par les services de police. Pour empêcher les contrefaçons, on a augmenté le nombre de marques de sécurité figurant sur les passeports lesquels sont désormais lisibles en machine.

*Paragraphe 3, alinéa a)*

**Quelles mesures avez-vous prises pour intensifier et accélérer l'échange d'informations opérationnelles dans les domaines visés à cet alinéa?**

Un réseau informatique a été établi entre l'aéroport international de Malé et le Département de l'immigration et de l'émigration. Il permet de consulter instantanément des fichiers antérieurs lorsque des individus suspects se présentent à l'entrée du territoire. En outre, les contacts avec Interpol et avec le Bureau de surveillance des infractions terroristes (STOMD) de l'ASACR ont été renforcés.

*Paragraphe 3, alinéa b)*

**Quelles mesures avez-vous prises pour échanger des renseignements et coopérer dans les domaines visés à cet alinéa?**

Les services de répression ont reçu pour instructions d'échanger des renseignements avec leurs collègues étrangers, pour prévenir les actes de terrorisme et, en cas de commission d'actes de cette nature, de coopérer avec leurs homologues afin d'arrêter et de traduire en justice les auteurs desdits actes. Les Maldives échangent avec d'autres pays de la région d'Asie du Sud des renseignements relatifs aux incidents, tactiques, stratégies et méthodes terroristes, par l'intermédiaire du Bureau de surveillance des infractions terroristes et du Bureau de surveillance des infractions liées aux drogues qui relèvent tous deux de l'ASACR.

*Paragraphe 3, alinéa c)*

**Quelles mesures avez-vous prises pour coopérer dans les domaines visés à cet alinéa?**

Bien qu'il n'existe pas d'accords bilatéraux et multilatéraux en la matière, le Gouvernement maldivien demeure disposé à collaborer avec d'autres pays et d'autres institutions.

*Paragraphe 3, alinéa d)*

**Quelles sont les intentions de votre gouvernement en ce qui concerne la signature ou la ratification des conventions et protocoles visés à cet alinéa?**

Les Maldives sont déjà partie à sept des 12 Conventions internationales contre le terrorisme, à savoir :

- La Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d’une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée par l’Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1973;
- La Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l’explosif, adoptée par l’Assemblée générale des Nations Unies le 15 décembre 1997;
- La Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, signée à Tokyo le 14 septembre 1963;
- Le Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l’aviation civile internationale, complémentaire à la Convention pour la répression d’actes illicites dirigés contre la sécurité de l’aviation civile, conclu à Montréal le 24 février 1988;
- La Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection, conclue à Montréal le 1er mars 1991;
- La Convention pour la répression de la capture illicite d’aéronefs, signée à La Haye le 16 décembre 1970; et
- La Convention pour la répression d’actes illicites dirigés contre la sécurité de l’aviation civile, conclue à Montréal le 23 septembre 1971.

Les Maldives sont également partie à la Convention régionale de l’ASACR sur la répression du terrorisme, signée en 1987. Le Gouvernement maldivien est en train d’examiner les autres conventions.

Le Gouvernement vient d’achever l’examen de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, adoptée par l’Assemblée générale des Nations Unies le 9 décembre 1999, et espère la ratifier prochainement.

*Paragraphe 3, alinéa e)*

**Donner tous renseignements pertinents sur l’application des conventions, protocoles et résolutions visés à cet alinéa.**

Le Ministère de la défense et du trésor public de la République des Maldives est averti des ajouts à la liste établie en vertu de la résolution 1373 (2001), qu’il communique à l’Autorité monétaire des Maldives (la banque centrale) laquelle donne à toutes les banques commerciales et autres institutions financières des instructions pour qu’elles vérifient leurs dossiers et gèlent tous les avoirs/comptes des personnes dont le nom a été ajouté à la liste.

*Paragraphe 3, alinéa f)*

**Quels lois, procédures et mécanismes avez-vous mis en place pour vous assurer que les demandeurs d’asile n’ont pas participé à des activités terroristes avant de leur octroyer le statut de réfugié?**

Les Maldives n’ont pas de législation qui régit la demande d’asile et l’octroi du statut de réfugié. Toutefois elles se conformeront à leurs obligations internationales et bilatérales, en refusant l’asile ou le droit de séjour à des

terroristes, à des membres de groupes terroristes ou à des personnes affiliées à ces groupes.

*Paragraphe 3, alinéa g)*

**Quelles procédures avez-vous mises en place pour empêcher que les terroristes ne détournent à leur profit le statut de réfugié? Veuillez donner des détails sur les lois ou les procédures administratives qui empêchent que la revendication de motivations politiques ne soit considérée comme pouvant justifier le rejet de demandes d'extradition de terroristes présumés.**

Les Maldives n'acceptant aucun réfugié, le cas de figure évoqué ci-dessus ne s'est jamais présenté.

*Paragraphe 4 : Assistance*

Le Gouvernement maldivien est en train d'élaborer une loi contre le blanchiment d'argent et de se doter d'une cellule de renseignement financier. L'Autorité monétaire des Maldives, qui est chargée d'assurer la coordination, a demandé au Gouvernement américain et à la Banque mondiale une assistance technique dans ces domaines.

Le 23 décembre 2003

---